L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureau: 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS,
VENDREDI, 1er FEVRIER 1889.

# PETITES ANNONCES.

## DEMANDES.

ON demande—Une gouvernante blanche, Française, pour une petite famille; doit fournir des recommandations. S'adresser No 314 rue St-Charles, coin Cléb. 30 janv—2f

UNE dame de la campagne demande une personne sérieuse comme femme de ménage et compagnie. Française préférée. Exige avec références, A. M. Box 2240 P. O. 30 jan—2f

## A VENDRE.

A VENDRE—Pour cause de maladie et désirant se retirer des affaires, on vendra un café et pension. S'adresser à la lettre "E," bureau du journal. 31 janv—1 sem

## A LOUER.

A LOUER, coin Orléans et Robertson, magasin, résidence au 1er, 3 chambres au 2e étage. Les clefs chez Pompidor, 139 Orléans. 30 janv—2 sem. D. Mor. V.

PEERLESS DYES Les meilleurs. Cost Prospectus.

## No. 23,176.

Cour Civile du District pour la Paroisse d'Orléans.—Succession de William Seiferth et femme.

ATTENDU QUE Mme PHILLIPINE WAGNER, résidant à Durkheim, Allemagne, héritier de ses enfants-mineurs, Maria Maria Seiferth, Johanna Seiferth et William Seiferth, s'est adressée à cette Cour pour obtenir la vente privée possession des biens appartenant aux Mineurs, et les transporter de l'Etat de la Louisiane à Durkheim, Allemagne.

A ces causes et pour les causes énoncées dans ladite requête, il est ordonné que la vente privée desdits biens soit et est par la présente autorisée par la Cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant Jno. S. Rogers, notaire en cette ville, le jeudi, 14me jour de février 1889, à 11 heures a.m., dans le but de délibérer sur la dite requête, concernant cette affaire, faire part l'intervalle pour l'acceptation de la succession de ses biens, pour nommer un syndic et le libérer de ses dettes, et voter sur toutes affaires qui pourraient être présentées devant eux; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que W. O. Hart, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 10 janvier 1889.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
E. A. LUMINAIS, Greffier.
31janv—1f

## Succession de Ann Thiel, née Comptin.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 25,982—Division E.—Attendu que Mathilda Thiel, veuve de J. Ewert, a présenté à la Cour sa requête à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Ann Thiel, née Comptin, décédée intestat, nvis et par le présent donné à tous ceux qui peut y avoir droit ou intérêt dans ladite succession dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
22janv—22 27 31

## Succession de Joseph Beisom.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA Paroisse d'Orléans.—No 25,913—Division D.—Attendu que Alba Rainer, veuve de Joseph Beisom, a présenté une pétition à la Cour, à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Joseph Beisom, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
26 janv—26 30—2 6 fév

# AVIS AUX CREANCIERS

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—F. F. Fernandez de Trava vs. ses créanciers—No 25,980—Division D.—Ordre de Cour—Que la vente des biens du pétitionnaire à l'encan à un des hoirs du pétitionnaire à Fernando F. Fernandez de Trava, soit et est par la présente acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue devant Joseph Duvigneaud, notaire à cet lieu, No 77 rue Bourbon, le 11 MARS même jour de février 1889, à 11 heures a.m., à l'effet de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et de voter en toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et qu'en attendant que toutes procédures judiciaires contre la personne aussi bien que contre les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que Charles R. Rice, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 21 janvier 1889.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
23janv—1f sem

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Fred. V. Chery vs ses créanciers—No 25,814.—Division "D"—Ordre de Cour—Que la vente des propriétés du Frederick V. Chery soit et est acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, et qu'il soit ordonné qu'une assemblée des créanciers soit convoquée et tenue pardevant R. H. Downing Esq. notaire en cette ville, No 29 rue du Camp, le LUNDI, 11e jour de février 1889, dans le but de délibérer sur les affaires du dit insolvable qui pourront leur être soumises, et en attendant que toutes procédures judiciaires contre la personne aussi bien que contre les biens du dit insolvable soient suspendues, et que Charles R. Rice, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 17 janvier 1889.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député greffier.
23janv—1f sem

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Joseph Cristian vs. ses créanciers—No 25,914—Ordre de Cour—Que la vente des propriétés du pétitionnaire Joseph Cristian soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue pardevant Ferdinand Hirschner, notaire, No 52 rue Carondelet, le 14ème jour de février 1889, à 11 heures a.m., dans le but de délibérer sur la pétition, concernant cette affaire, faire part l'intervalle pour l'acceptation de la succession de ses biens, pour nommer un syndic et le libérer de ses dettes, et voter sur toutes affaires qui pourraient être présentées devant eux; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit insolvable soient suspendues, et que W. O. Hart, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 10 janvier 1889.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
M. GUIRAUD, Député Greffier.
23janv—2f sem 14 fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Aux créanciers de la raison d'emploi Louis K. Levy & Son et Louis K. Levy et Charles L. Levy et toutes autres personnes intéressées, salut.

No 24,377—L. K. Levy a Son compte leurs créanciers.

—Vous êtes par le présent notifiés d'assister à une réunion comme créanciers dans cette affaire au bureau de W. M. Gurley, notaire le 14 février 1889, à 11 heures du matin No 42 rue du Camp.

Par ordre des Hon. F. A. MONROE N. H. RIGHTOR, ALBERT VORHIES, T. C. W. ELLIS et E. D. KING juges de la dite Cour.

Nouvelle-Orléans, 4 janvier 1889.

JAS. D. RANKIN, depute greffier.
9 jan—4f sem

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Fred. V. Chery vs ses créanciers—No 25,814.—Division "D"—Ordre de Cour—Que la vente des propriétés du Frederick V. Chery soit et est acceptée par la cour pour le bénéfice de ses créanciers, et qu'il soit ordonné qu'une assemblée des créanciers soit convoquée et tenue pardevant R. H. Downing Esq. notaire en cette ville, No 29 rue du Camp, le LUNDI, 11e jour de février 1889, dans le but de délibérer sur les affaires du dit insolvable qui pourraient leur être soumises, et en attendant que toutes procédures judiciaires contre la personne aussi bien que contre les biens du dit insolvable soient suspendues, et que Charles R. Rice, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents, dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 17 janvier 1889.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme:
M. GUIRAUD, Député Greffier.
23janv—2f sem 11 fév

# AVIS DE SUCCESSION.

## Succession de Philip Kronsenga.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 25,828—Division E.—Attendu que Philip Kronsenga, est décédé à cette ville, le 29 mai dernier, intestat, sans enfants ni descendants légitimes, laissant pour ses héritiers légaux ses père et mère, Philip Kronsenga et Elizabeth Kronsenga, nés Schmidt, tous deux résidant à Bavière, Allemagne, et ayant accepté purement et simplement la succession de leur fils, et ayant demandé l'envoi en possession de ses biens, droits et actions, et ayant produit et déposé les titres nécessaires à l'appui de leur demande, et ayant publié les affiches et avis requis par la loi, et ayant rempli toutes les formalités requises par la loi, et ayant prouvé leur droit à la succession de leur fils, et ayant demandé que leur droit à la succession de leur fils leur soit reconnu et déclaré, et que l'envoi en possession de ses biens, droits et actions leur soit accordé